



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PUICHERIC

N° 2026/02

Envoyé en préfecture le 26/01/2026

Reçu en préfecture le 26/01/2026

Publié le

ID : 011-211103015-20260122-DEL202602-DE



L'an deux mille vingt six, le vingt-deux janvier, à 18 h 30, le Conseil Municipal de la commune, comprenant 15 conseillers municipaux en exercice, dûment convoqués le 13 janvier 2025, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Christine PÉANY, Maire.

**PRÉSENTS :** Christine PÉANY, Gérard PEYROT, Raymonde JEANNET, Romain TORRECILLA, Arlette LAGRANGE, Evelyne GABORIT, Thierry CAMBRAY, Antoine ARCO, Laurence MORATO-CARBOU, Sébastien CAZEAUX, Pascale PÉANY, Philippe GOUZE, Pierre CHEVALIER.

**PROCURATIONS :** Marie-Hélène ROCA à Raymonde JEANNET.

**ABSENTS :** Michaël SEGUIN.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Raymonde JEANNET.

## OBJET : Acquisition des parcelles A1934 et A1935.

Madame le Maire évoque la mise à la vente d'un bien immobilier (local professionnel) sise 5 rue de l'Égalité, parcelles cadastrées A1934 et A1935, d'une superficie de 564 m<sup>2</sup>.

Dans l'optique du déménagement des services techniques municipaux dans un local aménagé et mieux adapté aux spécificités du service et à l'accueil des agents communaux au quotidien, Madame le Maire propose de faire l'acquisition de ce local professionnel au prix de 120 000 €.

## Le Conseil Municipal, Après avoir délibéré,

*À l'unanimité des membres présents ou représentés,*

- **Décide** d'acquérir les parcelles A1934 et A1935 appartenant à M<sup>r</sup> Jérémy GONZALES et M<sup>me</sup> Fanny CHANDEYSSON au prix de 120 000 €.
- **Précise** que l'acte notarié sera dressé par Maître Philippe RAPPENEAU, notaire à Carcassonne.
- **Autorise** Madame le Maire à signer l'acte de vente et l'ensemble des pièces se rapportant à cette transaction.

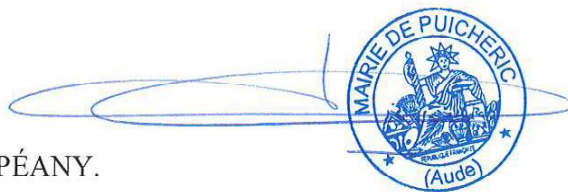
Ont signé au registre les membres présents.

La secrétaire de séance,  
Raymonde JEANNET.

Certifié exécutoire à Puichéric, le 22 janvier 2026  
après publication et transmission en Préfecture.

Le Maire,

Christine PÉANY.



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).